

Editorial: "Intensification des efforts internationaux grâce à la collaboration en vue de la promotion de la tolérance zéro vis-à-vis des mutilations génitales féminines/excision"

06 FÉVRIER 2013

Cette semaine, à l'occasion du dixième anniversaire de la Journée internationale "Tolérance zéro" contre les mutilations génitales féminines (MGF), le Gouvernement des États-Unis se joint aux quatre premières dames d'Afrique qui ont décrété cette Journée, le 6 février 2003, et aux populations à travers le monde et d'ici, à Djibouti qui travaillent ensemble pour promouvoir l'élimination des mutilations génitales féminines et de l'excision.

L'excision est une procédure qui implique l'ablation partielle ou totale des parties génitales externes de la femme, et, dans de nombreux cas, la suture de l'ouverture de la vulve (infibulation).

L'opération est souvent pratiquée par des personnes non formées, sans anesthésie et à l'aide d'instruments, tels que des morceaux de verre, des couvercles de boîte de conserve, des ciseaux ou des rasoirs non stérilisés. En plus de l'intense douleur physique et du traumatisme psychologique, cette opération constitue des risques de santé graves à court et à long termes, notamment à cause de l'hémorragie, des infections, du risque élevé de transmission du VIH, des complications d'accouchement et parfois des décès. Dans les endroits où les MGF sont courantes, elles sont considérées comme un rite d'initiation plutôt que comme une pratique traditionnelle dangereuse ou une violation des droits humains qu'elles sont en réalité.

Comme l'avait relevé Mme la Secrétaire Clinton, "Nous ne pouvons nous dispenser de cette pratique sous prétexte qu'il s'agit d'une tradition culturelle... Nous ne pouvons la justifier en tant qu'affaire privée parce qu'elle a de très grandes ramifications publiques... Et au moment où nous pensons aux droits des filles à se libérer de la violence physique et mentale, nous pouvons comprendre pourquoi cette question est importante et mérite l'attention du Congrès américain et des dirigeants du monde entier."

Selon les estimations, 100 à 140 millions de femmes à travers le monde ont subi les MGF. A Djibouti, l'estimation du nombre de cas de MGF atteint les 93%, selon un rapport du Ministère de la Promotion de la Femme publié en 2009. Mettre fin à cette pratique exige un engagement politique au plus haut niveau, ainsi que des approches et solutions au niveau communautaire. En décembre 2012, l'Assemblée générale des Nations unies a, pour la première fois, adopté une résolution invitant les nations à intensifier les efforts de lutte contre les mutilations génitales féminines/excision dans leurs territoires respectifs. Cette résolution fut parrainée par deux tiers des membres des Nations unies, y compris les États-Unis, et fut soutenue par le Groupe des pays africains, un signe de leur volonté de lutter contre ce fléau dans la région.

Des pays qui ont fait des progrès énormes sur la voie de l'abolition de la pratique - à l'instar du Sénégal et du Burkina Faso - constituent des modèles, largement à cause de l'initiative des communautés locales qui ont accepté d'abandonner ces habitudes, pratiques et normes fortement ancrées dans nos sociétés et qui soutiennent l'excision. Souvent, ce succès est atteint grâce à la

collaboration avec les ONG communautaires qui aident à élaborer des solutions locales efficaces. Mais il convient de relever qu'il ne s'agit pas uniquement d'un problème local, nous devons tous demeurer attentifs à la possibilité que les femmes et les filles qui sont vulnérables à l'excision vivent dans des pays à travers le monde. Au cours des années antérieures, un nombre alarmant de cas a été observé au sein des familles des communautés d'émigrés en Europe, en Australie et même aux États-Unis qui expédiaient leurs enfants dans leurs pays d'origine pour subir l'excision.

A Djibouti, les MGF continuent. Le gouvernement a rendu la pratique illégale. Nous saluons le ministère de la Promotion de la Femme et de la Planification Familiale et le ministère des Affaires Islamiques ainsi que les organisations de la société civile qui ont pris des positions fermes en condamnant vigoureusement cette pratique. Nous sommes prêts à travailler avec les ONG locales et le gouvernement Djiboutien afin d'éradiquer les MGF.

Le Gouvernement des États-Unis soutient les femmes et les hommes qui, à travers le monde, dénoncent cette pratique inique et agissent pour son abolition. Nous avons réalisé des progrès énormes au cours de la décennie passée, mais beaucoup reste à faire. Nous devons tous travailler ensemble - hommes, femmes, grand-pères, grand-mères, chefs communautaires et religieux, gouvernements, société civile et organisations multilatérales - en vue de déraciner ces normes sociales profondément ancrées qui nuisent non seulement aux femmes et aux filles, mais également à des familles, à des communautés et à des pays.

Geeta Pasi  
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Djibouti